

# Appel à contributions

*Colloque*

*Organisé par le Comité d'histoire des Offices agricoles  
(avec le soutien de FranceAgriMer)*

*L'Arborial, Montreuil-sous-Bois*

**1<sup>er</sup> et 2 avril 2015**

## **Organiser et orienter les marchés agricoles : Entre pilotage national et politique agricole commune (des années 1960 au début des années 1980)**

L'organisation des marchés agricoles dans la France de l'après Seconde Guerre mondiale est marquée par plusieurs éléments assez bien connus – « modernisation » de l'agriculture française, débuts de la politique agricole commune (PAC) à l'échelle européenne, « cogestion » de la politique agricole entre l'État et le syndicalisme agricole – et d'autres qui le sont nettement moins – transformations de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), rôle des sociétés d'intervention (INTERLAIT, SNIBEV, SNIPOT, SIDO...), création et développement du Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles (FORMA).

De nouvelles recherches scientifiques sont nécessaires pour mieux analyser ce moment important dans l'histoire du monde agricole français.

**Un premier colloque** a été organisé par le comité d'histoire des offices agricoles en avril 2012 et publié la même année sous le titre *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs. Des années 1930 aux années 1950* (Alain CHATRIOT, Edgar LEBLANC, Edouard LYNCH (dir.), Armand Colin).

**Ce deuxième colloque** lui succède et peut bien sûr comporter des contributions qui reviennent sur les années 1950, marquées par exemple par le plan céréalier, les crises bretonnes de l'artichaut, du chou-fleur et de la pomme de terre, les décrets de 1953 et les négociations du Pool vert.

**Différentes dimensions retiendront particulièrement notre attention :**

**L'évolution des marchés internationaux** constitue un arrière-plan essentiel à la compréhension de l'organisation des marchés agricoles en France. Plusieurs thèmes en découlent, qui peuvent concerner aussi bien les négociants internationaux, les conséquences des décolonisations – pour les marchés agricoles comme pour les politiques d'aide au développement ou d'aides alimentaires –, les négociations et les relations internationales... A cette échelle, la mise en place progressive de la politique agricole commune et des organisations communes de marché (OCM) tiennent une place centrale dans cette histoire et il s'agit d'analyser finement la signification de ces politiques dans leurs différentes dimensions (théoriques, monétaires, diplomatiques...).

**Les structures d'intervention pour la politique agricole** méritent d'être précisément étudiées au-delà des discours généraux sur les structures, les prix et la « modernisation ». Les établissements impliqués dans cette politique peuvent faire l'objet d'enquêtes sur leurs personnels (effectifs, trajectoires, formations, rémunérations) et leurs budgets. Les interactions avec les différents ministères et les autres administrations peuvent être analysées.

**Une approche par produits** est aussi possible et elle peut apporter beaucoup, tant les connaissances sont variables d'un produit à l'autre, et tant les conséquences des crises qui secouent certains d'entre eux – lait, légumes, vin par exemple – en termes législatifs et réglementaires se répercutent sur l'ensemble du secteur agricole.

**Les évolutions des pratiques de consommation, de la distribution comme de l'ensemble de la société** doivent aussi être prises en compte dans leurs effets-retour sur le monde agricole.

**L'implication des acteurs professionnels, ainsi que l'écho des mobilisations collectives** constituent d'autres éléments d'analyse et de compréhension de ces deux décennies de transformations.

Enfin, **des études locales ou régionales** permettraient aussi d'apporter des informations pour mieux comprendre les politiques menées en faisant varier les échelles d'observation.

\*\*\*\*\*

**Le comité d'histoire des offices agricoles** (<http://www.histoire-offices.com>) a engagé depuis plusieurs années un travail d'inventaire et de valorisation de l'histoire et des archives des différents offices agricoles. L'un de ses objectifs est d'encourager des recherches neuves sur l'histoire des différentes politiques agricoles en France au XX<sup>e</sup> siècle.

Notre projet est de pouvoir réunir différentes approches disciplinaires autour de l'objet du colloque : juristes dans leur différentes spécialités, historiens, politistes, économistes, agronomes et sociologues.

Dans l'esprit qui caractérise le fonctionnement du comité d'histoire des offices agricoles, des interventions de témoins et d'acteurs de cette histoire sont également envisagées. Afin de pouvoir bâtir au mieux le programme, nous leur sommes reconnaissants de nous soumettre des propositions liées aux thématiques du présent colloque.

Merci de faire parvenir vos réponses pour le **15 mai 2014** (2 pages maximum de présentation de votre contribution et mentionnant votre rattachement institutionnel).

Les organisateurs sélectionneront les propositions avant le **15 juillet 2014** et préviendront l'ensemble des personnes ayant répondu à l'appel à contributions.

Les textes des communications seront demandés avant le colloque afin de pouvoir bénéficier de l'intervention de discutants durant les sessions.

Il est entendu que les textes devront pouvoir être remis après de possibles modifications dans une version définitive assez rapidement, car une publication, dont le support sera indiqué ultérieurement, est envisagée après ce colloque.

\*\*\*\*\*

**Le conseil scientifique et le comité d'organisation** sont assurés par les membres du comité d'histoire des offices agricoles. Ils sont soutenus par FranceAgriMer et particulièrement par le chef du service Arborial et sa mission Archives.

**Secrétariat du colloque :**

***Les réponses sont à adresser à :***

- Edgar Leblanc ([ersleblanc@orange.fr](mailto:ersleblanc@orange.fr)), président du Comité d'histoire
- ou à Françoise Langevin-Mijangos ([flangevinmijangos@gmail.com](mailto:flangevinmijangos@gmail.com)), secrétaire du Comité d'histoire